

Prévenir la radicalisation : entretien avec Marian Misdrahi

Alexandre Legault and Jules Pector-Lallemand

Number 1, Fall 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/98255ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue L'Esprit libre

ISSN

2563-5425 (print)

2564-1824 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Legault, A. & Pector-Lallemand, J. (2020). Prévenir la radicalisation : entretien avec Marian Misdrahi. *Siggi*, (1), 42–47.

LES MÉTIERS DE LA SOCIOLOGIE

Prévenir la radicalisation: entretien avec Marian Misdrahi

Où travaillent les sociologues? La réponse n'est pas toujours évidente, y compris pour les étudiant·e·s en sociologie. On pense généralement aux rôles de chercheur·e et de professeur·e d'université ou de cégep, qui ne représentent pourtant pas l'étendue des possibles. Pour s'en donner une meilleure idée, cette rubrique présente des témoignages de sociologues sur leurs expériences professionnelles, dans l'optique d'explorer la diversité des rôles et des emplois liés à cette formation; bref, les différents métiers de la sociologie.

Siggi : Marian, depuis la fin de votre doctorat en sociologie à l'Université de Montréal en 2014, vous travaillez au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV). Pourriez-vous nous expliquer brièvement la mission de cet organisme?

Marian Misdrahi (M.M.) : La mission du CPRMV est de prévenir la radicalisation menant à la violence, ainsi que les comportements à caractère haineux. Notre travail consiste donc à tenter de prévenir des comportements violents en adhésion à des idéologies. On y parvient par la formation, la mobilisation, l'engagement communautaire et l'accompagnement auprès des individus sous forme de mentorat ou d'intervention psychosociale communautaire.

Siggi : Quel est votre rôle au sein de cet organisme?

M.M. : Mon rôle a beaucoup changé depuis mon arrivée, lors de la fondation du CPRMV en 2015. J'ai d'abord été embauchée comme professionnelle de recherche, ce qui avait un sens pour mon parcours universitaire. Très rapidement, on m'a proposé de travailler comme chargée de programme. À ce moment-là, ça voulait dire encadrer et soutenir les programmes de formation et d'accompagnement d'individus en situation ou à risque de radicalisation. Après, je suis devenue cheffe de l'équipe d'intervention et de réinsertion sociale. On pourrait se demander : « Pourquoi une sociologue en intervention? » En réalité, je ne faisais pas d'intervention en tant que telle. Je travaillais plutôt au niveau de l'encadrement et de la planification, des cadres de compréhension sur la problématique de la radicalisation. Je contribuais avec mon regard sociologique à définir l'approche d'intervention. Puis, finalement, mon rôle aujourd'hui est d'élaborer et de mettre en place un cadre d'évaluation des programmes et des activités réalisées au Centre, et je suis responsable du programme de mentorat auprès de personnes en situation de radicalisation.

Siggi : Pouvez-vous nous parler plus en détail de l'approche spécifique du CPRMV?

M.M. : Il y a trois approches utilisées au Centre. Il y a eu l'approche clinique : c'est ce qu'on connaît le plus comme la psychothérapie classique. Il s'agit pour la personne en situation de radicalisation de consulter, lors de séances fixes, dans un bureau fermé, un·e psychologue ou un·e psychothérapeute. L'intervention se concentre surtout sur les aspects psychologiques, affectifs, etc. Ce sont des dimensions importantes, mais en tant que porte d'entrée d'intervention, on s'est rendu compte que ce n'était pas la meilleure méthode.

Puis, nous avons voulu assouplir cette approche et répondre à ses lacunes : nous nous sommes donc penché·e·s sur l'accompagnement psychosocial communautaire, dans lequel l'intervenant·e ne cible pas strictement les aspects psychologiques de l'individu, mais touche aussi à son entourage, aux relations qu'il entretient avec les autres, son emploi, ses loisirs, les facteurs de risque et de protection de l'individu. Le mode d'intervention n'est pas aussi rigide et formel.

Enfin, il y a le mentorat : c'est sur cette forme d'intervention que je travaille présentement. Il s'agit de faire appel à des citoyen·ne·s, des gens de la communauté qui n'ont pas nécessairement de formation en intervention, mais qui veulent s'engager à accompagner des jeunes, à partager leur expérience et leur parcours de vie. Un·e mentor·e est donc prêt·e à faire des activités avec la personne, cherche à établir une relation authentique et, disons, plus égalitaire qu'avec un·e intervenant·e professionnel·le. C'est comme une amitié, mais une amitié à travers laquelle le ou la mentor·e doit guider, d'une certaine façon. À travers cette relation, les deux personnes grandissent ensemble. Ça, c'est complètement différent des deux autres approches.

Siggi : Comment recrutez-vous ces mentor·e·s? Quel est leur profil, de manière générale?

M.M. : Ça a été tout un défi de les trouver! Nous avons sélectionné des gens à partir d'un appel à candidatures ouvert, mais j'ai aussi sollicité des gens que je connaissais. Nous avons regardé leurs CV, fait des entrevues. Nous avons ensuite offert une formation aux personnes que nous avons sélectionnées, qui comporte trois volets : les principes d'intervention dans le mentorat, la radicalisation, et le modèle d'Arhus, qui est un modèle danois de mentorat pour prévenir la radicalisation réputé au niveau mondial.

Quant au profil des mentor·e·s, c'est intéressant, parce que ça dépend de la problématique particulière de chaque société, de chaque pays. Par exemple, au Danemark, le cas du djihadisme est surtout lié à l'exclusion sociale de communautés minoritaires, religieuses ou ethniques. On remarque que les gens qui se radicalisent ont peu de possibilités de réussir au plan professionnel. Dans ce cas, on choisit de recruter des mentor·e·s au sein de leur communauté, des gens qui ont réussi socialement et professionnellement, pour servir d'inspiration et leur donner un certain espoir.

Dans le cas du Canada et du Québec, la problématique est différente. Oui, il y a des inégalités sociales, mais la radicalisation est aussi liée à des problèmes d'appartenance, à des problèmes identitaires – par exemple la peur de l'autre – et à bien d'autres facteurs. Le plus important est d'avoir des gens qui sont des modèles positifs et significatifs pour les jeunes, qui sont prêts à partager leur temps, à établir un dialogue franc et à s'investir auprès des jeunes. Pour moi, l'idéal serait quelqu'un qui soit en marge de la société ou non, mais qui a appris à militer et à s'engager pour une cause sans tomber dans la violence.

Siggi : On comprend qu'il y a eu tout un changement au CPRMV, passant d'une démarche psychologique, à une plus sociale. Quelles étaient les limites de l'approche clinique et comment en avez-vous pris conscience?

M.M. : La première limite c'est que les gens étaient réticents. C'était très clair, ce n'était même pas une déduction. Normalement, un individu en situation de radicalisation se dirait : « Je ne suis pas fou, pourquoi devrais-je parler à un psychologue? » La radicalisation n'est pas le fait direct de problèmes mentaux ou de difficultés psychologiques, mais d'une adhésion idéologique problématique. Si on offre d'échanger avec un sociologue, avec une politologue, là, il y a un intérêt, parce qu'on va parler des « vraies affaires », dans leur esprit : des inégalités sociales, de la politique extérieure, de l'exclusion, de la stigmatisation, de la relation avec d'autres groupes ethno-religieux, de leur place dans la société, de la moralité de certains gestes de militance ou d'allégeance idéologique, etc.

Siggi : C'est comme si avec l'approche psychologique, on suppose d'emblée que le problème, c'est la personne radicalisée.

M.M. : Exactement. Et en plus, c'est une perspective un peu plus coloniale, ethno-centrique : « Moi je suis l'expert·e, je vais t'aider. » Et les gens radicalisés ne veulent pas être aidés, ils veulent être écoutés. Le défi est alors d'orienter – d'une façon non violente et non polarisante – leurs malaises sociaux et identitaires.

C'est intéressant, parce qu'on peut voir qu'à la base d'une grande partie d'idéologies radicales, il y a des causes auxquelles on pourrait adhérer sans pour autant se radicaliser de manière violente. Ce que je veux dire, c'est que les arguments qui poussent les jeunes à la radicalisation, à la mobilisation, le problème n'est pas là. Le problème, c'est plutôt les moyens de le faire, le côté de la violence. Avec le mentorat, lorsqu'on s'engage avec la personne radicalisée, on crée un lien de confiance, on trouve des pistes d'action qui sont légitimes et non violentes.

Siggi : Votre travail pose une question qui doit être très délicate pour quelqu'un avec une formation en sociologie : celle de la normativité. Comment vous en sortez-vous?

M.M. : Oui, tout à fait. Ça fait partie d'une des contributions de la sociologie au champ de l'intervention en matière de radicalisation. Le regard sociologique met le point sur le fait de faire attention à ne pas prendre ses convictions, sa sympathie ou son aversion pour une cause, comme les paramètres de la normalité ou de la déviance.

Être radical·e n'est pas nécessairement quelque chose de mauvais. Le problème n'est pas l'adhésion idéologique, mais quelque chose de concret et qu'on peut très bien cibler : l'utilisation non légitime de la violence. Il faut avoir un paramètre pour définir ce qui est légitime ou pas. Il faut tenir compte de notre rôle, de nos limites en tant qu'intervenant·es : on ne veut pas être la police de la pensée.

Siggi : Ce que vous nous dites nous fait penser à la théorie de l'étiquetage et de la déviance : le fait d'être étiqueté·e comme déviant·e participe au processus de construction identitaire. Chez les personnes en situation de radicalisation, êtes-vous consciente d'un tel processus?

M.M. : D'un point de vue formel, oui, on pourrait parler de la radicalisation comme un comportement déviant. Mais je ne vais pas approcher ces personnes comme si c'étaient des gens déviants. En fait, j'aurais tendance à le voir d'une autre façon, et c'est une idée que j'aime bien partager : la perspective de l'étranger de Georg Simmel. L'étranger, c'est quelqu'un qui à la fois appartient et n'appartient pas à la société. Étant donné qu'il n'en fait pas complètement partie, ça lui permet de voir des choses que les membres à part entière d'une société ne sont pas capables de voir, puisque ça fait partie de leur normalité. Donc, être étranger ou étrangère, ce n'est pas un défaut ou un handicap, mais quelque chose qui peut être positif, une plus-value. J'essaie de montrer aux personnes en situation ou à risque de radicalisation que la différence qu'elles ressentent, ce n'est pas nuisible, mais quelque chose à explorer, qui peut donner des outils pour faire une différence dans la société ou dans leur vie personnelle.

Siggi : Votre expertise en sociologie est variée. Vous avez travaillé sur des questions liées aux inégalités sociales, à l'identité, la discrimination, la stigmatisation, et aussi à la sociologie de l'art. Comment ces connaissances vous viennent-elles en aide dans le cas particulier de la prévention de la radicalisation violente?

M.M. : À première vue, il ne semble pas y avoir de lien, mais il y a là une ligne conductrice. Lorsque j'ai commencé à travailler sur la radicalisation, ce n'était pas un objet qui m'était complètement étranger, même si je n'avais jamais fait de recherche spécifiquement sur le sujet. En fait, toutes ces questions liées aux inégalités sociales, à l'identité, à la discrimination, à la théorie postcoloniale, ce sont des facteurs qui sont à la racine de presque tous les processus de radicalisation! J'ai aussi beaucoup travaillé sur l'itinérance. La radicalisation, c'est aussi une forme d'itinérance, mais une itinérance identitaire, existentielle, sociale. Tu ne trouves pas ta place. Tu ne sais pas comment réconcilier tes croyances avec celles de l'ordre social ou communautaire. C'est ça, l'itinérance : c'est une perte de repères, tu n'as pas de domicile fixe, c'est la désaffiliation sociale...

Du point de vue du terrain, strictement empirique, on pourrait dire que ça n'a rien à voir, mais d'un point de vue réflexif, après avoir lu des auteurs comme Weber, Simmel, Bourdieu, Goffman, Elias, Adorno, et même Parsons – je ne peux pas tous les nommer –, le fait d'avoir ce bagage me permet de mieux comprendre, pas seulement la problématique générale de la radicalisation, mais aussi des individus concrets en situation de radicalisation.

On s'est aussi rendu compte que l'art est un moyen très efficace pour exprimer tous ces mal-être qui peuvent pousser à des actions violentes. On a eu des projets avec la bande dessinée, et aussi avec la sculpture, où des gens en situation de radicalisation, mais aussi des acteurs de la communauté, ont réussi à créer ensemble des produits culturels et artistiques, ce qui leur a permis d'exprimer de façon légitime leur mal-être social. Il faut dire que c'était aussi un processus thérapeutique pour eux.

Siggi : Sur un autre sujet, quels sont les différents profils d'expertise au CPRMV? Êtes-vous la seule sociologue?

M.M. : On vient d'embaucher une nouvelle sociologue, qui vient de terminer son doctorat, mais avant j'étais la seule. Sinon, notre expertise est variée : je travaille avec des gens qui ont des formations en science politique, en sexologie, en criminologie, en journalisme, en interculturel, etc. C'est très enrichissant d'apprendre des autres. Quand je suis arrivée, je me suis rendu compte que mon regard n'était pas le même que celui de mes collègues. Il y avait une belle complémentarité.

Siggi : Pensez-vous qu'il y a un point de vue plus dominant que les autres dans ce champ?

M.M. : La pratique de la prévention de la radicalisation est un domaine au niveau mondial, qui, je pense, est dominé par les politologues et les criminologues, et les psychologues sociaux. Il y a moins de participation de sociologues, même s'il y a de plus en plus de contributions de leur part dans ce champ. Lorsqu'on lit un article rédigé par un ou une sociologue, ça paraît, elles et ils amènent un point de vue différent!

Siggi : Le fait de cadrer le phénomène de la radicalisation comme un problème social, et non strictement comme un problème de sécurité, de dangerosité ou de santé mentale, ne serait-ce pas lié à la contribution de la sociologie?

M.M. : Je dirais que oui! Un problème social plutôt qu'un problème de sécurité ou de santé mentale. Vous avez très bien résumé! (*Rires.*)

Entretien réalisé par ALEXANDRE LEGAULT et
JULES PECTOR-LALLEMAND